

Kigali, un dimanche ordinaire. L'église est remplie à toutes les heures. Rien ne semble subsister des horreurs que ces murs ont connues. Ce retour à la « normale » contraste avec la suspicion qui s'est installée dans les esprits, et la nervosité qui existe dans le pays.

Si les traces des affrontements à Kigali restent visibles, on s'active un peu partout à réparer les dégâts. La vie semble reprendre le dessus. Les écoles primaires ont rouvert les portes et les cours résonnent des cris des enfants.

En ville, les « anciens » réfugiés tutsis, venus de l'Ouganda, du Burundi ou du Zaïre, ont occupé les maisons vides. Quand les anciens propriétaires, souvent hutus, reviennent, les choses se passent souvent mal. Il y a encore aujourd'hui, des « disparitions » inexplicables.

Toute cette population tutsie se retrouve dans les églises. « J'ai autant de paroissiens qu'avant les événements », dit le P. Otto Mayer, à Nyamirambo, mais ce ne sont plus les mêmes. Beaucoup parmi les anciens sont morts ou ont disparu. Les tueurs se sont mis à l'abri hors des frontières. Sont restés ceux qui n'avaient rien à se reprocher.

**Douze prêtres ont disparu à Byumba**

Vers Byumba, à 70 km au nord de Kigali, la route est presque déserte. Ici, on n'a pas connu les massacres, le bourgmestre ayant réussi à maintenir le calme. Dès qu'il eut investi la ville, le 17 avril 1994, le FPR a commencé l'épuration, arrêtant

les responsables, les emmenant vers une « destination inconnue », sous le prétexte de les mettre en sûreté.

Douze prêtres ont ainsi disparu. Quant à l'évêque, Mgr Joseph Buzindana, on l'a éliminé un peu plus tard, à Gakurazo, avec ceux de Kigali et de Kabgayi. Seuls deux prêtres diocésains restent aujourd'hui en activité.

Il faut dire que le clergé a commis bien des maladresses. Peu avant les événements, l'évêque avait circulé dans la zone démilitarisée, accompagné d'un aumônier militaire armé — tous les aumôniers militaires rwandais portaient une arme.

Dans ces conditions, les chrétiens ne sont pas tous surpris de voir que l'Église inspire méfiance au nouveau régime, d'au-

## Une Église hébétée

tant que l'Église était particulièrement bien en cour sous la présidence du général Habyarimana. Tout le Rwanda était au courant de ces liens privilégiés.

Si l'on est discret sur les crimes du FPR, ceux des miliciens hutus sont dans toutes les conversations. Des récits dont l'horreur dépasse l'imagination. Et pourtant, Tutsis et Hutus, ils étaient tous chrétiens : « Comment ont-ils pu se livrer à de tels crimes ? » La question revient sans cesse.

**Crimes horribles et gestes de solidarité**

Mais la foi n'était peut-être pas aussi morte qu'on l'a dit. Chacun peut évoquer ces gestes de solidarité : un voisin qui a nourri des Tutsis cachés dans les champs ; un autre qui les a recueillis chez lui et qui l'a payé

de sa vie. Même certains militaires ont pris le risque de protéger des familles menacées. Ailleurs, Hutus et Tutsis ont continué à prier ensemble.

Les plaies restent vives et les défis redoutables : insécurité, disparitions, assassinats, détention arbitraire, etc. L'Église s'est engagée, en janvier 1995, à apporter son aide à la reconstruction de la société. Le défi principal est la méfiance.

La peur de l'autre est le mal le plus redoutable dont souffre le pays. Or « le tissu social, disent les évêques, sera ressoudé dans la mesure où toutes les composantes du peuple rwandais reconnaitront et se pardonneront les torts passés et actuels d'ordre ethnique, régionaliste et politique. »

Marcel NEUSCH

## Une mise au point de Mgr Di Falco

● Mgr Jean-Michel Di Falco, porte-parole de la Conférence des évêques, a diffusé mercredi une mise au point à propos de l'accueil en France du P. Wenceslas (voir ci-contre).

« Le P. Wenceslas Munyeshyaka a été accueilli dans le diocèse de Viviers (Ardèche) par Mgr Jean Bonfils, en octobre 1994. Mgr Bonfils a pris cette décision à la demande du P. Hubert Salmon Legagneur, responsable de l'accueil des prêtres étrangers à Paris. Depuis cette date, le P. Wenceslas, loin de se cacher, exerce dans ce diocèse le ministère paroissial qui lui a été confié.

« Dès son arrivée sur le territoire français, de graves accusations ont été portées contre lui, le mettant en cause dans le déroulement du génocide qui a ensanglanté le Rwanda. Les évêques qui suivent cette affaire ont connaissance de ces témoignages. Ils connaissent aussi ceux qui innocentent le prêtre rwandais. Il ne leur appartient pas d'apprécier la réalité des faits qui lui sont reprochés. Si le P. Wenceslas doit un jour rendre compte de ses actes dans son pays, ou devant un tribunal international, il le fera. Rien ne sera fait pour le soustraire à la justice qui, seule, peut apprécier s'il est ou non coupable.

« Au nom de quoi pourrait-on reprocher aux évêques l'accueil dont a bénéficié le P. Wenceslas ? Ce geste a été décidé dans un souci de protection, à la demande conjointe de l'administrateur apostolique de Kigali et des Pères Blancs, missionnaires au Rwanda. Cette démarche s'est faite dans la transparence. Le P. Wenceslas réside en France dans le respect des lois de la République. (...) Rien ne peut justifier les accusations de complaisance ou de complicité que certains voudraient insinuer contre l'Église de France. Le P. Wenceslas ne bénéficie d'aucune protection ni d'aucune faveur autre que celles que notre pays garantit à tout homme résidant légalement sur notre sol. Il n'y a pas de nouvelle affaire Touvier ! »

● « La Croix » consacrera un dossier à la mise en place du tribunal international chargé de juger les auteurs du génocide, dans ses éditions datées dimanche, lundi.